



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

***Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement***

Forage de reconnaissance, potentiellement forage définitif d'AEP, à Ceffonds (52)

***Le préfet de la région Grand Est
préfet de la zone de défense et de sécurité Est
préfet du Bas-Rhin***

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122-3-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury DE SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N°2025/529 du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- Vu** l'arrêté DREAL-SG-2025-72 en date du 31 mars 2026 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;
- Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « Communauté d'agglomération du Grand Saint-Dizier, Der et Vallées », reçu le 6 mai 2026, complété le 11 mai 2026, relatif au projet de forage de reconnaissance, potentiellement forage d'AEP, à Ceffonds (52) ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 27 mai 2026 ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°27 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement «Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m» ;
- qui consiste à créer un forage de reconnaissance d'une profondeur de 100 m, potentiellement forage définitif d'alimentation en eau potable (AEP) ;

- qui est destiné au remplacement d'un forage existant en partie vétuste (selon la productivité du forage de reconnaissance) ;
- qui vise la sécurisation de l'AEP de la commune de Montier-en-Der (52) ;
- qui vise un prélèvement, selon le dossier :
 - pour le pompage d'évaluation des caractéristiques du puits (pompage par palier et pompage de longue durée) : volume estimé à 8 000 m³ ;
 - pour le prélèvement d'exploitation pour l'AEP : volume équivalent au débit d'exploitation actuel de 180 000 m³/an ;
- qui relève de la procédure de déclaration au titre de la Loi sur l'eau ;

Considérant la localisation du projet :

- Hameau de Jagée, à Ceffonds ;
- à environ 150 m du forage existant ;
- au sein du périmètre de protection rapprochée du forage existant « de la Jagée » protégé par l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique n° 2355 du 4 août 1980 ;
- parcelle cadastrale n° ZI 79 ;
- au droit des masses d'eau suivantes identifiées dans l'état des lieux de 2025 du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Seine-Normandie:
 - niveau 1 : masse d'eau : FRHG215 « Albien-néocomien libre entre Seine et Orvain » : dont l'état quantitatif et qualitatif global y est qualifié de « Bon » ;
 - niveau 2 : masse d'eau : FRHG303 « Calcaires tithonien karstique entre Seine et Orvain » dont l'état quantitatif et qualitatif global y est qualifié de « Bon » ;
 - niveau 3 : masse d'eau : FRHG306 « Calcaires kimmeridgien-oxfordien karstique entre Seine et Orvain » dont l'état quantitatif et qualitatif global y est qualifié de « Bon » ;
- au sein d'un secteur qui accueille des activités agricoles, situation qui génère un enjeu lié à la création des périmètres de protection du captage ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- les impacts liés à la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, pour lesquels :
 - l'attention du maître d'ouvrage est attirée sur les faits suivants :
 - l'avis d'un hydrogéologue agréé a été produit en janvier 2024 et a été favorable à la réalisation du forage de reconnaissance ;
 - **un nouvel avis d'hydrogéologue agréé doit être demandé quand à la faisabilité du forage définitif** ; en effet, l'avis rendu en 2024 ne préjuge pas de l'avis rendu concernant le forage d'alimentation en eau potable ;
 - de plus, une fois le projet autorisé au titre du Code de l'Environnement, **des procédures supplémentaires sont nécessaires au titre du Code de la Santé Publique** :
 - l'autorisation de la production d'eau potable ;
 - la définition des périmètres de protection de captage ;
 - selon les résultats obtenus lors de l'étude du forage de reconnaissance, celui-ci pourra être mis en exploitation comme ouvrage de production, conservé en tant que piézomètre de contrôle, voire comblé ;
 - **il revient au maître d'ouvrage de localiser son forage à un emplacement lui permettant d'en assurer la protection immédiate, rapprochée et éloignée ;**
- les impacts qualitatifs potentiels liés à la création du forage et à son exploitation, pour lesquels le maître d'ouvrage est soumis à la réglementation sur les forages, en particulier l'« arrêté du 11 septembre 2003 [...] fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain [...] », prescriptions qui sont de nature à permettre de ne pas dégrader l'état qualitatif des masses d'eau ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations notamment ceux concernant la protection de la ressource, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

D É C I D E :

Article 1er : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de forage de reconnaissance, potentiellement forage d'AEP, à Ceffonds (52), présenté par le maître d'ouvrage « Communauté d'agglomération du Grand Saint-Dizier, Der et Vallées », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le Portail National de l'Évaluation Environnementale.

Fait à Strasbourg, le 12 juin 2026

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjointe au chef de pôle Projets,

Christelle
MEIRISONNE
christelle.meirisonne
sonne
Christelle MEIRISONNE

Signature numérique
de Christelle
MEIRISONNE
christelle.meirisonne
Date : 2026.06.12
15:35:57 +02'00'

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision ou sa publication sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

Le recours administratif doit être déposé sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas ou adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Madame la Ministre en charge de l'Environnement - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.